

Conférence de presse de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, notamment sur les résultats du G20 de Londres en matière de régulation du système financier international, à Londres le 2 avril 2009.

LE PRESIDENT - Désolé pour mon retard qui est dû à la longueur des discussions qui nous ont occupés une partie de la nuit et bien sûr depuis ce matin sans discontinuer. Je suis en mesure de vous présenter les résultats, Gordon BROWN rendra public, bien sûr, le communiqué final sur lequel nous nous sommes mis d'accord à l'heure du déjeuner et pendant une partie de l'après-midi.

Les Chefs d'Etat et de Gouvernement du G20 ont donc décidé de réformer en profondeur l'organisation financière internationale, ce qui n'avait jamais été fait à ce point depuis les accords de Bretton Woods en 1945.

Nous nous sommes mis d'accord sur une stratégie de sortie de la crise économique mondiale qui est la plus grave des 70 dernières années. A Washington, nous avons approuvé des principes, et nous avons convenu que les décisions étaient pour le sommet de Londres.

Le premier type de décisions que nous avons prises, c'est l'engagement des chefs d'Etat et de Gouvernement pour un renforcement de la réglementation et de la supervision des activités financières. C'était une priorité pour l'Allemagne et la France, cette priorité est reprise comme un des objectifs prioritaires, le numéro deux des chefs d'Etat et de Gouvernement, et fait l'objet, vous le verrez dans les documents qui vont sortir, d'une déclaration solennelle et spécifique portant sur la régulation financière. La régulation est donc une priorité du G20 et fait l'objet d'une déclaration solennelle dont vous verrez qu'elle est assez détaillée. Vous verrez notamment qu'au paragraphe 10 du communiqué, il est fait état des défaillances graves du secteur financier et des défaillances graves de la régulation comme origine de la crise. Il est maintenant acté que c'est la défaillance de la régulation qui est à l'origine de la crise financière, laquelle crise financière est à l'origine de la crise économique.

Nous avons obtenu sur les « hedge funds », qui représentent aujourd'hui 1200 milliards de dollars de placements £ ils seront désormais réglementés, ils feront l'objet d'une obligation de déclaration, immatriculation obligatoire £ transparence dans les règles de gestion des fonds £ contrôle des engagements des banques vis-à-vis de ces fonds. C'est sans précédent. Jusqu'à présent les « hedge funds » n'étaient soumis à aucune obligation.

Sur les rémunérations des traders, nous avons adopté des principes communs. La déclaration est détaillée sur ce que sera la politique salariale responsable. Et ceux qui auront des politiques risquées en supporteront le prix en termes d'exigence en capital. Pour faire clair, les superviseurs pourront imposer à des banques qui n'auront pas un système de rémunération des traders raisonnable, des obligations en termes d'augmentation de leur fonds propres. Là aussi, c'est du jamais vu.

Sur les agences de notation, un code de bonne conduite qui évitera les conflits d'intérêts et qui obligera les agences de notation à la transparence notamment dans la double activité qui est celle de notation et celle d'investissement.

Sur les normes comptables et prudentielles, les avancées sont nombreuses. Nous nous sommes mis d'accord sur une déclaration qui prévoit de revoir les principes comptables quand la référence de marché n'a pas de sens et pour les placements à long terme. En vérité, c'est la remise en cause de la notion de « fair value », qui était la bible jusqu'à présent.

Des systèmes de mise en réserve des résultats des banques en période de croissance qui devront constituer des provisions pour ne pas avoir à durcir les exigences quand précisément on a besoin de crédit pour l'économie. C'est tout le débat sur la procyclicité.

Nous avons également décidé que sera retenu dans le bilan des banques une partie du risque issu de la titrisation. Pardon pour la technicité, mais c'est toute la question de la traçabilité de la titrisation qui est retenue par le G20. Alors, il y a eu un débat sur le pourcentage. On a été presque en mesure d'avoir les 5%. On s'est moins battu dessus parce que je pense qu'il faudra aller au-delà des 5%. Pour vous dire les innombrables débats que nous avons eus. L'idée, c'est qu'un fonds spéculatif qui fait de la titrisation ou une banque qui fait de la titrisation devra garder dans son bilan une partie du prêt titrisé. Mais on n'a pas fixé dans le communiqué les 5%. L'Allemagne et la France, nous souhaiterons aller au-delà, mais ce qui est retenu, c'est le principe. Vous comprenez bien qu'alors qu'il y a beaucoup de monde autour de la table, le principe d'une traçabilité de la titrisation, c'est fait. C'est retenu.

Est retenu également que sera harmonisé, avant la fin de l'année, la définition des fonds propres des banques. Vous voyez l'intérêt de tout cela, c'est que la concurrence entre les banques ne se fera plus en tirant vers le bas les exigences de sécurité puisqu'on aura une définition. Là encore, on ne s'est pas mis d'accord sur le contenu de ce que seront ou ne seront pas les fonds propres, les Ministres des Finances du G20 vont travailler, mais on a convenu qu'il y aurait désormais une norme internationale qui définira les fonds propres. Là aussi, c'est du jamais vu.

Dernier point enfin, il y en a bien d'autres sur ce chapitre, nous avons décidé de réintégrer le hors bilan. Vous savez ce que je pense du hors bilan dans le calcul des exigences de capital formulées par les superviseurs. Pour être clair, les autorités de supervision exigeront des fonds propres à la hauteur du bilan des banques - ce qu'elles ont prêté - auquel on viendra ajouter le hors bilan.

Que nos amis anglo-saxons aient accepté tout ceci, c'est un progrès immense, je crois que jamais dans une réunion de cette nature, on avait pu autant progresser.

Sur les paradis fiscaux - qui ont fait l'objet d'un débat jusqu'à il y a encore quelques minutes - dans le communiqué vous verrez une phrase que je cite « le temps du secret bancaire est révolu ». Je dis, c'est un principe, « le temps du secret bancaire est révolu », signé par les vingt pays autour de la table. Une liste de sanctions est prévue, je parle des places non coopératives, les paradis fiscaux, dans la déclaration. Elles vont de l'alourdissement des contraintes administratives à l'interdiction des organisations internationales de placer des fonds dans ces Etats. Une palette de sanctions doit être définie par les ministres des Finances même si un certain nombre sont prévues dans la déclaration.

Par ailleurs, nous avons contacté les dirigeants de l'OCDE pendant la réunion pour qu'ils publient la liste des paradis fiscaux. Une publication aujourd'hui, dans les deux heures, puisque Gordon BROWN les a eu au téléphone. Et le communiqué prend note de la liste des paradis fiscaux publiée par l'OCDE. Je dois à la vérité de dire que c'était une discussion très franche. Tout le monde autour de la table veut en finir avec les paradis fiscaux, il n'y a eu aucune divergence de ce point de vue, tout le monde a conscience de la nécessité de les sanctionner. Le seul problème technique que nous avons eu est celui-ci, c'est qu'un certain nombre de pays autour de la table ne sont pas membres de l'Organisation du Forum Global. C'est l'honnêteté que de dire qu'on ne peut pas leur demander de respecter des règles alors qu'ils ne sont pas encore dans le forum. Ils ont un délai pour rentrer dans le Forum Global mais tous ont accepté que soit mise dans le communiqué la référence explicite, la liste des paradis fiscaux telle que définie par l'OCDE.

J'ajoute que c'est mieux que l'organisation qui suit les paradis fiscaux fasse la publication de la liste plutôt que le G20 qui n'a pas de secrétariat général et qui, lui-même, n'est pas spécialisé sur cette question.

Sur le reste, je passerai, avant de répondre aux questions, beaucoup plus rapidement. Il y a une

augmentation sans précédent des moyens des institutions financières et notamment du FMI, qui va aller jusqu'à 500 milliards de prêts. On va donner 850 milliards de dollars de plus aux institutions financières, 500 milliards de prêt pour le FMI qui voit ses ressources tripler et non pas doubler. 250 milliards de droits de tirages spéciaux, 100 milliards pour les banques de développement et nous avons obtenu la vente de l'or du FMI pour les pays pauvres. Et notamment, il y aura un doublement des prêts du FMI pour les pays pauvres, en particulier l'Afrique, ce que j'avais évoqué lors de mon voyage à Brazzaville.

Pardon, vous verrez le communiqué, c'est uniquement pour en présenter les têtes de chapitre. Enfin, bien sûr, sur la relance, on s'est mis d'accord, grosso modo, sur tout ce qu'on avait fait, que si la crise devait s'aggraver, on serait prêt à faire plus.

Mesdames et Messieurs, c'est sans précédent qu'on ait pu trouver un accord de cette nature. Je dois dire que l'axe franco-allemand a bien fonctionné. Je veux dire que Gordon BROWN a été un président du G20 particulièrement honnête intellectuellement et cela a été un plaisir de travailler avec lui. Il a eu le souci de privilégier sa présidence plutôt que des positions plus traditionnelles - pour faire court - du monde anglo-saxon. Le Président OBAMA, vraiment, a aidé à trouver le consensus. Lui-même ne s'est pas du tout focalisé sur la relance. Il a été, autant que nous, engagé sur une meilleure réglementation et c'est même lui qui m'a aidé à convaincre le Président HU Jintao de la référence à la liste des paradis fiscaux sur l'OCDE et je tiens à l'en remercier. Et nous avons décidé par ailleurs, c'est moi qui l'ai proposé et cela a été accepté, que le troisième sommet du G20 aurait lieu après l'Assemblée générale, ou pendant l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre à New York. Puisque nous y sommes tous, autant en profiter. Le premier sommet du G20, les principes, Washington £ le deuxième sommet du G20, l'opérationnalité £ le troisième sommet du G20, l'évaluation de tout ce que l'on a décidé.

Dernier point qui n'était pas sur mon papier, nous avons également décidé de créer une véritable organisation mondiale de la finance chargée de proposer des plans de crise. On va remplacer le Forum de Stabilité Financière par une organisation mondiale de la finance. C'est très important et c'est important parce que cette organisation mondiale de la finance, que l'on va appeler le conseil de stabilité financière - on va passer du Forum de Stabilité Financière à un Conseil de Stabilité Financière - et ce qui est très important, c'est que cela va nous permettre de mettre tout de suite les grands pays émergents dans le Conseil de Stabilité Financière, ce qui est capital puisque naturellement, cela va permettre à la Chine, à l'Inde, à d'autres pays de jouer leur rôle.

Je veux dire également - pardon c'est un peu décousu sans doute ma présentation parce que l'on sort à l'instant et que jusqu'au dernier moment, tout cela fait l'objet de discussions - la coopération entre superviseurs est considérablement renforcée, puisque les différents superviseurs nationaux vont mettre en place les collègues qui manquent pour surveiller les banques multinationales. Il y a des superviseurs nationaux, voire régionaux et il y a des banques régionales, voire internationales, cela ne peut pas fonctionner. Eh bien désormais les superviseurs nationaux se mettront en comité pour superviser les banques internationales.

Ecoutez franchement, pour dire la vérité, c'est au-delà de ce que nous pouvions imaginer. Tous, nous sommes conscients que seuls nous ne pouvons rien. Tous, nous sommes conscients qu'il faut des nouvelles règles, une refondation du système, c'est ce que nous avons fait, je suis vraiment heureux du résultat. Je crois que tous, nous sommes heureux du résultat et cela avait même quelques chose d'assez émouvant de voir des pays aussi différents que la Chine, l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Allemagne, la France, bien sûr les Etats-Unis, se mettre d'accord sur des mesures aussi précises pour faire face à la crise. Notre idée étant, pour en terminer, que pour tourner le dos à la crise économique, il faut que la confiance revienne, pour que la confiance revienne il faut qu'il y ait de nouvelles règles pour mettre un terme à la crise financière.

Je le dis à Christine LAGARDE, que je remercie vraiment de son travail, de sa présence, de sa collaboration, les ministres des Finances du G20 auront un gros travail à faire. Je veux d'ailleurs rendre hommage à M. STEINBRUCK, ministre des Finances allemand et pas simplement parce qu'il m'a offert des timbres, ce qui était une attention gentille, mais parce qu'il nous a bien aidé dans le travail

dans le travail.

Vous verrez que toutes les mesures que nous avons décidées, il y a une méthode, il y a un calendrier et il y a un responsable. Je ne rentre pas dans le détail parce qu'il y a énormément de choses que vous verrez. Voilà le résultat et bien sûr si vous avez des questions, j'y répondrai bien volontiers avant de rentrer en France.

QUESTION - Sur l'OCDE, est-ce que le fait d'avoir renvoyé à l'OCDE le fait de publier la liste, c'est pour contourner le fait que la Chine, le Brésil notamment ne veulent pas s'associer à la publication de cette liste ? Es-ce il y a un processus qui permettra de définir les pays qui sont sur liste noire, les pays sur liste grise et comment cela évoluera dans l'avenir, parce que vous dites qu'il y a un processus pour tout ?

LE PRESIDENT -Le Brésil n'a pas posé de problème, le problème venait simplement du fait que pour ne pas être sur la liste noire de l'OCDE il faut, je parle de mémoire, avoir passé des conventions d'échange de renseignements entre le pays cible et douze autres Etats, pardon là encore de rentrer dans le détail, parce que tout cela est assez précis et pour des raisons techniques, et pas du tout politiques, le Brésil à ma connaissance en a signé deux. Voilà le problème, mais le Brésil n'a pas fait de difficulté pour qu'il soit fait référence à la liste de l'OCDE. La Chine, je vais être très honnête, nous nous sommes vus très tard avec le Président HU Jintao, à la fois pour des raisons bilatérales et aussi pour cette question. C'est une position traditionnelle de la Chine que de ne pas accepter les règles d'organismes auxquels elle ne participe pas. Franchement cela peut se comprendre. Mais finalement, à la suite d'une discussion à trois, le Président HU Jintao, le Président OBAMA et moi-même, nous sommes arrivés à un accord. L'OCDE publie la liste aujourd'hui et le G20 en prend note. Peut-être que cela peut vous paraître un peu intellectuel, je vous rappelle quand même la différence des positions au départ. Mais si le G20 avait publié directement la liste, c'eût été la liste de l'OCDE, puisque le G20 n'a pas d'administration, que ce soit l'OCDE qui publie aujourd'hui ou le G20 qui publie aujourd'hui, le résultat est le même, puisque comme vous le savez le G20 n'aurait fait que reprendre la liste de l'OCDE. Ce qui est très important, je crois que c'est la première fois que la Chine accepte de faire référence à un organisme dont elle ne fait pas partie.

Voilà où nous en sommes arrivés. Le travail continue puisqu'il y a les ministres des Finances en assemblée générale du FMI dans 15 jours et les ministres des Finances du G20 sont en charge de compléter l'arsenal de sanctions contre les paradis fiscaux, contre les places non coopératives en plus de celles que nous avons décidées, voilà ce que nous avons retenu.

Alors évidemment quand il y a 20 chefs d'Etat et de gouvernement et nos sherpas, nous sommes rentrés le plus possible dans les détails, mais la liste exacte des sanctions, les ministres des Finances du G20 sont mandatés pour la mettre en oeuvre et enfin, résultat d'évaluation nous sommes en avril, septembre New York, G20, indépendamment de l'assemblée générale des Nations Unies et au mois de septembre au G20 les ministres des Finances du G20, nous présenterons le détail des sanctions et des procédures sur les paradis fiscaux. Le temps du secret bancaire est révolu.

QUESTION - inaudible

LE PRESIDENT - Il y a eu des tensions dans le sommet jusqu'à il y a une demi-heure, mais qui peut penser que des cultures aussi différentes, des intérêts parfois aussi divergents... Le monde, depuis Bretton Woods, vit sur un modèle financier - il ne m'appartient pas de critiquer le modèle anglo-saxon qui a ses avantages - clairement aujourd'hui, une page a été tournée, que cela doit se faire par des discussions franches, oui. La question que vous posez, c'est est-ce que si l'Allemagne et la France n'avaient pas exigé des résultats de cette nature, est-ce qu'on nous les aurait donnés spontanément ? un homme aussi expérimenté que vous, d'après vous ? Mais je dois aussi être honnête : Gordon BROWN a joué le jeu, vraiment, le Président OBAMA, je dois le dire, c'est la vérité, m'a aidé sur cette question des paradis fiscaux, on était suffisamment nombreux dans la salle pour que vous ayez le détail de ce qui s'est passé et vous le verrez, c'est ainsi. Je dois d'ailleurs à la vérité de dire que le Président HU Jintao, qui a une position assez ferme jusqu'au bout, a bien voulu considérer que faire référence à la publication de liste OCDE dans le communiqué, c'était faire un lien qui était pour moi obligatoire, et bien sûr Mme

MERKEL, dont ce sont les idées que j'ai défendues.

QUESTION - C'est la première réunion internationale du Président OBAMA, comment est-ce que vous l'avez trouvé, comment vous le comparez à son prédécesseur ?

LE PRESIDENT - Même avec votre accent délicieux, franchement je ne vais pas le comparer, ils ont chacun leurs qualités. J'ai trouvé que c'était un homme extrêmement ouvert, parfaitement en ligne avec ce que nous voulons, c'est-à-dire que les politiques prennent leurs responsabilités.

C'était trop le domaine des experts, y compris sur les normes comptables. Et franchement, cela s'est très très bien passé. On va faire du bon travail ensemble. Je me réjouis de le recevoir dès demain matin à

Strasbourg.

QUESTION - Monsieur le Président, est-ce que les membres du G20 ont un calendrier de sortie de crise ? Est-ce qu'ils ont examiné un certain nombre de scénarios ?

LE PRESIDENT - Oui, bien sûr. Dominique STRAUSS-KHAN, en tant que responsable du FMI a parlé de ses prévisions et les chiffres que vous verrez dans le communiqué, en termes de création d'emploi, il y a eu un long débat : est-ce qu'il faut qu'on mette des chiffres ou pas ? Ce sont les analyses des organisations internationales. On avait le Président de la Banque mondiale, le Directeur général de l'OMC, le Directeur général du FMI. Eux-mêmes nous ont dit quels étaient les modèles sur lesquels ils travaillaient avec une sortie de crise dans le courant de l'année 2010. Mais, pour nous, bien sûr c'est important, nous on veut sortir de la crise le plus tôt possible, mais ce qui compte c'est de prendre les décisions. Alors après, vous, vous les commentez, les experts en parleront, mais nous on doit prendre les décisions tout de suite. Quel était le raisonnement qu'on a porté ? La crise financière a entraîné une crise économique, ce n'est pas la crise économique qui a entraîné la crise financière. C'est la crise financière qui a entraîné une crise économique. Cette crise financière, elle a été entraînée par l'absence de règles. Et l'absence de règles a créé l'absence de confiance. Donc, nous on dit : on met des nouvelles règles pour résoudre la crise financière, pour recréer de la confiance et pour faire repartir l'économie. Alors après, quand va-t-elle repartir ? Il y a de très bons chiffres par exemple en France sur l'automobile, ils sont excellents. Il y a ici ou là dans le monde des chiffres, quelques petites bonnes nouvelles. Mais quand est-ce que cela va déboucher ? On espère le plus tôt possible. Je dois d'ailleurs à la vérité de dire que nos amis chinois mettent sur la table, je crois 570 milliards, si mon souvenir est exact, de dollars. Vous voyez quand même autour de la table, si je me remémore les conditions de ma réunion avec M. BARROSO chez M. BUSH à Camp David, cela a quand même énormément avancé. Le Président HU Jintao met 570 milliards de dollars sur la table de relance, bien sûr cela compte.

On a essayé tous de faire mouvement en comprenant qu'il faut de la relance et qu'il faut de la régulation. Que sur la régulation cela impliquait des changements assez profonds.

QUESTION - Monsieur le Président où est-ce que vous placez la situation de la Suisse : noire ? grise ? Sachant que la Suisse (Inaudible) complémentaire pour ne pas l'abandonner ?

LE PRESIDENT - Ecoutez. Je dis à mes amis Suisses ce n'est pas à moi de classer. Moi je ne suis pas un spécialiste, je ne suis pas un expert. La France fait partie du Forum global qui est l'organisation un peu plus large que l'OCDE, parce que j'ai été trop vite, il y a l'OCDE qui est la colonne vertébrale et il y a ce que l'on appelle le Forum global qui est un peu plus large que l'OCDE et qui traite de la question spécifique des paradis fiscaux, c'est à cet organisme de dire. Alors, il y a trois listes en fait. Une liste blanche, une liste grise et une liste noire. La liste blanche c'est des pays comme la France qui se sont mis au clair par rapport aux règles du Forum global de l'OCDE. La Suisse, vous êtes dans la liste grise parce que vous avez annoncé un mouvement qui, si vous le terminez, vous fera monter dans la liste blanche, et si ce mouvement, vous ne le terminez pas, vous redescendrez à la liste noire.

Mais ce n'est pas un jugement de Mme MERKEL, de M. SARKOZY ou de M. OBAMA. Il y a des règles, elles sont les mêmes pour le Luxembourg, elles sont les mêmes pour Monaco, elles sont les mêmes pour Andorre. Je prends, Monsieur, des exemples qui concernent la France, pour que vous soyez assuré de ma parfaite objectivité. J'ai eu le Prince Albert, je lui ai dit que

l'engagement qu'il avait pris au nom de Monaco le faisait progresser vers la liste blanche. Mais naturellement, il va falloir que cela se traduise par des faits.

QUESTION - Vous avez parlé à plusieurs reprises de la Chine. Quelle est votre impression sur cette rencontre avec M. le Président Chinois, que les deux parties sont tombées d'accord pour renouer les relations bilatérales et quelle est l'importance de ce résultat ?

QUESTION - Est-il exact que la Chine vous a demandé de ne plus jamais recevoir le Dalaï Lama en contrepartie de votre réconciliation ?

LE PRESIDENT - Non. Vous savez, les Chinois sont extrêmement pragmatiques, il ne leur viendrait pas à l'idée de demander des choses qu'ils n'obtiendraient pas. Pour que les choses soient claires, la rencontre avec le Président HU Jintao était extrêmement importante pour moi parce que je tiens beaucoup au partenariat stratégique avec la Chine. C'est l'intérêt de tout le monde que la Chine prenne toutes ses responsabilités dans le concert international. J'ai toujours considéré que l'Asie, c'était capital et que le partenariat avec la Chine, première puissance d'Asie, c'était absolument fondamental.

Toute ma vie politique, j'ai considéré, à l'instar de ce qu'avait décidé le Général de GAULLE en 64, c'est qu'il n'existait qu'une Chine, une seule. J'ai toujours défendu cette idée, j'ai toujours considéré que le Tibet faisait partie de la Chine, une idée que j'ai toujours défendue, comme M. CHIRAC l'a défendue, comme M. MITTERRAND l'a défendue, comme M. Giscard d'ESTAING l'a défendue, comme le Général de GAULLE, quand il a reconnu la Chine en 1964, il a reconnu la Chine, le Tibet. D'ailleurs le Dalaï Lama lui-même ne demande pas l'indépendance du Tibet. Voilà, on a levé les malentendus, j'en suis extrêmement heureux. Il n'y a pas d'accord caché, si c'était la question.

QUESTION - Monsieur le Président, sur le format du G20 c'est la deuxième réunion, il y en aura une troisième. Est-ce que vous pensez que ce format là est adapté ou vous vous dites parfois que c'est trop lourd comme structure ?

LE PRESIDENT - Vraiment, comme vous le savez c'est la France en tant que Président de l'Europe, qui a eu l'idée du Sommet. Moi j'étais plutôt sur un G14 et c'est un compromis avec M. BUSH qui a débouché sur le G20, pour que l'histoire soit vraiment exacte.

Je pense qu'il faut un peu de souplesse. D'abord ce n'était pas possible de ne pas faire un troisième Sommet tant qu'on n'est pas sorti de la crise. Je crois que l'on est tous d'accord sur le fait que le G20 doit continuer au minimum tant qu'il y a la crise. Est-ce que cela a vocation après à perdurer ? Je ne prendrai pas de pari, mais au moins pendant la crise.

Mais - sur proposition de la France d'ailleurs, parce qu'il y a tout un engagement sur le refus du protectionnisme etc - j'ai indiqué qu'on n'en disait pas plus qu'à Washington. Pourtant il fallait que l'on ait des résultats. Donc j'ai proposé qu'il y ait une rencontre des chefs d'Etat, pour trouver un accord. Vous savez très bien que c'est une idée que je défends depuis le début, changement de méthode. Nous nous sommes mis d'accord pour que, à Magdalena, en fait pour le G14, nous parlions de l'OMC.

Non pas pour remplacer, bien sûr, l'OMC, Monsieur LAMY, mais pour essayer en juillet, en Sardaigne de résoudre les problèmes Inde-Etats-Unis, Europe-Etats-Unis de façon à ce que M. LAMY derrière, puisse reprendre la discussion. Donc, vous voyez on prend une décision au G20, on va essayer de rendre opérationnel un G14 avant de renvoyer au forum des 177 ou je ne sais plus combien de pays de l'OMC. Voilà le système que l'on essaye de mettre en oeuvre.

QUESTION - Pour tous les Français, les Européens et les habitants de planète qui affrontent la crise, concrètement qu'est-ce que le G20 apporte, c'est ce qu'ils attendent de savoir ? Et puis, la deuxième question c'est où en est-on sur la route de la refondation du capitalisme que vous appelez de vos vingt ?

LE PRESIDENT - Là, vous êtes sévère parce que je croyais avoir expliqué un peu quand même. Ce que je vous annonce, pour tous ceux d'entre vous qui suivez ces questions depuis très longtemps, c'est un changement absolument considérable. Mais même pas les décisions, le simple fait que l'on en parle. En plus on en a parlé et pris des décisions. Si ce n'est pas de la refondation !

Ecoutez, ce n'est pas de la refondation, c'est de mettre d'accord avec les Américains et les Anglais sur un système international de

écoutez, se mettre d'accord avec les Américains et les Anglais sur un système international de rémunération des traders et sur une rémunération raisonnable, si ce n'est pas la moralisation du capitalisme, qu'est-ce que c'est ? Mettre les « hedge funds » sous contrôle des superviseurs, si ce n'est pas de la refondation du capitalisme, qu'est-ce que c'est ? Publier la liste, le même jour où l'on prend les décisions avec sanction à l'appui pour les paradis fiscaux. Écoutez, il y a 62% des « hedge funds » qui sont logés dans les paradis fiscaux, on y est en plein.

Là où je vous rejoins évidemment, c'est sans doute de ma faute, c'est à la fois technique, précis, mais dire : est-ce que cela va me donner un emploi ? Évidemment le contrôle des « hedge funds » ne crée pas un emploi dans le textile, mais en même temps la folie de l'abus du système des « hedge funds » a conduit à une crise économique. On ne peut pas être d'accord sur le fait que la crise financière a impacté le quotidien des gens en créant du chômage, et ne pas considérer que des nouvelles règles financières, cela n'aura aucun impact sur la vie des gens.

Est-ce que je me fais comprendre ? On ne peut pas dire : la crise financière, cela a créé du chômage et prendre les moyens pour mettre un terme à la crise et tourner la page de la folie de ces années de dérégulation complète et dire cela n'aura pas d'impact sur la vie quotidienne des gens. Qu'est-ce que vous voulez que je vous dise ?

J'ajoute que tout l'effort de relance qui est engagé, la volonté d'aller au bout de l'accord OMC, c'est quand même extrêmement important. Franchement, je vous le dis, il y a eu des moments, un peu de tension, mais jamais, honnêtement, nous n'aurions pensé obtenir un accord aussi large. Ce n'est pas la victoire d'un camp sur l'autre, d'une vision sur l'autre. C'est la prise de conscience de tout le monde, que le monde doit changer. Je pense que c'est cela le plus intéressant. Bien sûr qu'il y a des tensions, bien sûr qu'il y a des bras de fer, bien sûr qu'il y a des intérêts, mais y compris nos amis anglo-saxons, sont convaincus maintenant qu'il faut mettre des règles raisonnables. Mais nous, Mme MERKEL et moi, nous ne voulons pas que l'on passe d'une absence de règles à un excès de règles. Je veux que cela soit clair.

QUESTION - Ma question est sur le protectionnisme, cela n'a pas été évoqué dans les propos introductifs de M. Gordon BROWN, est-ce que vous avez évoqué le soutien à la demande de Barack Obama ?

LE PRESIDENT - Non. Je ne sais pas si Gordon BROWN n'en a pas parlé, mais la liberté du commerce et le refus du protectionnisme font l'objet de plusieurs paragraphes et d'une déclaration spécifique. Qu'est-ce que nous avons tous en tête ? La crise de 29. Non pas que c'est la même, pas du tout. Non pas que c'est la même nature, mais en 29 toutes les parties du monde se sont rétractées sur elles-mêmes et cela a aggravé la crise. Donc on ne veut pas faire la même chose. Je vous ai parlé de la Magdalena et de ce que nous allons faire. Écoutez, merci en tout cas d'avoir suivi ce sommet avec beaucoup d'attention.